Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 30 (1938)
Heft: 12

Artikel: L'impérialisme néo-allemand et la Suisse
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384164

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

30me année | Décembre 1938 | No 12

L'impérialisme néo-allemand et la Suisse.

Par *Max Weber.*

En 1938, la carte de l'Europe a subi des bouleversements auxquels on n'assiste généralement qu'à l'issue d'une guerre. Le continent n'avait rien vécu de semblable depuis 1919. L'Autriche a été rayée de la liste des nations indépendantes; la Tchécoslovaquie a perdu environ le tiers de son territoire et de sa population.

Ces événements ont naturellement surpris et inquiété l'opinion publique. On s'est demandé de toutes parts quelle allait être l'évolution de l'Europe et surtout la destinée des petits Etats. Comme ces problèmes ont fortement préoccupés l'opinion publique de notre pays, et tout particulièrement la classe ouvrière, nous allons tenter d'en donner ici une analyse détaillée. Nous commencerons par exposer cette évolution sous son aspect économique; nous examinerons également les modifications intervenues tout en nous efforçant d'exposer les conséquences qu'elles sont susceptibles d'entraîner.

De toute évidence, les bouleversements auxquels nous venons d'assister ont pour origine les traités de paix de 1919 signés à Versailles, Neuilly et Trianon. Toutefois, afin de mieux comprendre leurs causes multiples et complexes, il est nécessaire d'avoir une idée exacte de la situation qui a précédé la signature de ces traités de paix, de tracer un tableau de l'équilibre des forces politiques et économiques antérieur à la guerre mondiale.

Quel était l'aspect de l'Europe et surtout de

l'Europe centrale en 1914?

Aux grandes puissances occidentales, la France et la Grande-Bretagne, s'opposait la Triple alliance ou Triplice, à laquelle adhéraient l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Au début des hostilités, cette dernière ayant préféré rompre ses engagements et attendre, pour entrer en lutte, que les chances du conflit soient mieux dégagées, nous ne nous en occuperons pas pour le moment. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, unies non seulement par une

alliance militaire mais encore par les intérêts politiques, économiques et culturels les plus étroits, disposaient d'un formidable potentiel démographique:

	Surface	Population
Allemagne	542,622 km²	66,4 millions
Autriche-Hongrie . .	676,615 »	51,5 »
Total	1,219,237 km²	117,9 millions

Mais la puissance de cette sorte de Confédération de l'Europe centrale ne se limitait pas aux seuls territoires des deux alliés. La Turquie et la Bulgarie étaient entièrement sous son influence. L'Allemagne avait en Turquie des intérêts économiques considérables. Elle avait financé la construction du chemin de fer Bagdad de même que les armements turcs. De nombreux officiers allemands dirigeaient l'instruction de l'armée ottomane.

Toutefois, l'Allemagne estimait insuffisantes les positions qu'elle avait acquises. L'impérialisme allemand, que Bismarck avait porté sur les fonts baptismaux en même temps que l'empire, se manifestait toujours plus fortement. Berlin caressait de vastes projets. La domination allemande devait englober non seulement l'Europe centrale mais encore l'Europe de l'est et même une partie de l'Europe occidentale. La politique allemande tendait à placer sous son contrôle les artères commerciales les plus importantes vers l'Afrique et l'Asie. Elle ne désespérait même pas d'abattre la puissance russe.

Ces rêves, chez des réalisateurs tels que les Allemands, ne sont pas demeurés à l'état de projets. Sous la conduite de Friedrich Naumann* un mouvement déclencha une propagande intense en vue de la création d'une « Mitteleuropa » dont une Confédération germano-austro-hongroise constituerait le centre et à laquelle les petits Etats voisins, parmi lesquels la Suisse, devaient être annexés. Rappelons également les rêves impérialistes du mouvement pangermanique qui, déjà considérable au XIXe siècle, atteignit son apogée au début de la guerre mondiale alors que les puissances centrales espéraient encore remporter la victoire. Mais il n'y a pas que des plans; l'impérialisme allemand s'est manifesté par des faits très tangibles. Les conditions imposées par les traités de paix de Brest-Litowsk et de Bucarest à la Russie et à la Roumanie vaincues en disent long sur les buts de l'impérialisme allemand. La Russie cessait pratiquement d'exister en tant que grande puissance européenne. De son côté, l'Allemagne augmentait sa puissance non pas tant par des conquêtes et des annexions que par la création d'un certain nombre de petits Etats « indépendants » que le Reich espérait maintenir entièrement sous son influence. Par la libération de la Pologne russe, de la Finlande, des Etats baltes et de l'Ukraine, un territoire immense et une population de 50 millions d'habitants

* (1860/1919) Homme politique allemand libéral, membre du Reichstag, auteur d'un livre à tendance pangermanique « Mitteleuropa ».

entraient dans la sphère d'influence de l'Allemagne. Mais pour le pangermanisme ce n'était guère qu'un début. Il envisageait, parallèlement à une Europe de l'est englobant les Balcans et les nouveaux Etats, la constitution d'une « Europe médiane » à laquelle « adhéreraient » la Suède, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse.

Certains pangermanistes allaient encore bien plus loin. Un certain professeur Haensch, pangermaniste notoire mais appartenant à l'aile modérée du mouvement, a fixé dans son livre « Au seuil d'un plus grand Reich » («An der Schwelle des grösseren Reichs») les grands traits de la paix que l'Allemagne entendait imposer à l'Europe après sa victoire. En un style bizarre, il traçe une magnifique vision d'avenir.

« Les frontières agrandies du Reich offrent de nouveaux espaces de colonisation dans les provinces de la Baltique; elles englobent également les régions minières, précieuses pour notre industrie, du Briey et de la Lorraine. Les nouvelles frontières nous assurent une protection naturelle. Les repaires de discorde et de trahison perpétuelles, la Belgique et la Serbie sont enfin « nettoyés », ces deux pays sont désormais dans l'impossibilité absolue de faire une politique extérieure indépendante. Les Russes sont définitivement éliminés des régions polonaises qui menaçaient la capitale du Reich. Le libre accès à la mer nous est assuré. Nous pouvons menacer l'Angleterre. Les eaux territoriales anglaises serviront de champ de manœuvre à nos sous-marins partis de bases navales de la côte flamande. Fraternellement unis, les deux empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie marcheront vers un heureux avenir. Plus rien ne s'oppose à l'expansion des forces économiques autrichiennes vers l'Adriatique et vers Salonique à travers les Balkans. Nous disposons désormais d'une formidable zone d'influence économique commune libre de toute tutelle britannique, française ou russe. Elle couvre les Balcans et s'étend jusqu'à l'Euphrate et au Tigre. Elle cimente en un bloc invincible les nouvelles et les anciennes nations. A la jeune Turquie, qui a su rompre les liens internationaux qui la paralysaient, nous accorderons non seulement notre aide culturelle mais encore nous l'enrichirons; nous l'aiderons à recouvrer les territoires perdus, en particulier l'Egypte. Nous dirigerons les forces de l'Islam — ressuscitées et galvanisées par la guerre — vers le continent africain où elles aideront les peuples en esclavage à recouvrer une liberté nouvelle. Lorsque nous le jugerons opportun, nous mettrons l'Islam au service de notre politique coloniale en Afrique. D'une mer à l'autre, notre drapeau allemand doit flotter sur le continent noir; du Tchad à l'Etat d'Orange, de la Côte d'Or à Zanzibar, un empire colonial allemand en mesure de se défendre par ses propres forces, avec des armes allemandes et sous la conduite d'officiers allemands. En outre, de Hambourg à Salonique, en passant par le Cap, une artère commerciale mondiale sous le contrôle de l'Allemagne fera le tour du continent noir. »

Derrière ces plans, ces ambitions, c'est déjà l'idée de l'autarcie que nous voyons apparaître, de l'indépendance économique de l'Allemagne et de ses Etats sujets, la possibilité de renoncer aux importations en provenance des autres blocs économiques. L'est et le sud-est de l'Europe, l'Ukraine notamment, doivent permettre d'assurer l'alimentation du Reich; on espère également par cette politique compléter le ravitaillement en matières premières. Ces

quelques indications sommaires permettent donc de se faire une idée de ce qu'eût été une paix allemande victorieuse.

Nous n'avons rappelé ces faits que pour montrer que les buts de l'impérialisme hitlérien n'ont rien de nouveau, qu'ils ne sont, pour le moment du moins, qu'un pâle décalque des plans imaginés par les pangermanistes d'antan, dont on ne peut nier qu'ils aient manqué d'imagination conquérante.

Pourtant, les événements tournèrent autrement que l'impérialisme allemand l'avait espéré. L'empire de Bismarck et l'Autriche-Hongrie s'écroulèrent. Le cours désastreux de la guerre empêcha la réalisation des plans pangermanistes. Les puissances occidentales victorieuses dictèrent la paix en s'efforçant avant tout d'affaiblir l'Allemagne dans la mesure du possible afin de prévenir toute menace ultérieure de la France et d'empêcher qu'une puissance, par son hégémonie, ne compromette l'équilibre européen. Ces impérieuses nécessités obligèrent malheureusement les puissances occidentales à reléguer à l'arrière-plan les principes de Wilson relatifs au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le partage de l'Europe après la guerre mondiale.

Le traité de paix obligea l'Allemagne à céder à la France l'Alsace-Lorraine (14,522 km² et 1,9 millions d'habitants), à la Belgique le petit territoire d'Eupen et Malmédy (60,000 habitants), au Danemark une partie du Schleswig-Holstein (165,000 habitants). Mais c'est à l'est que le Reich a subi la perte la plus considérable en abandonnant à la Pologne reconstituée 46,130 km² avec une population de 3,9 millions d'habitants. Ensuite de la création de quelques nouveaux Etats, la Lithuanie, Danzig et la Tchécoslovaquie, le Reich a encore perdu quelques territoires de moindre importance habités par une population d'un demi-million d'habitants environ. Le traité de paix a donc arraché à l'Allemagne le 13 pour cent de sa superficie et le 10 pour cent environ de sa population (6,5 millions).

Quant à la monarchie austro-hongroise elle a été entièrement démantelée et partagée entre les Etats suivants dits «Etats successeurs»:

	Surface	Population
Tchécoslovaquie . . .	142,000 km²	13,6 millions
Autriche	84,000 »	6,7 »
Hongrie	93,000 »	8 »
Pologne (y compris les territoires cédés par l'Allemagne et la Russie .	386,130 »	27,2 »

Mentionnons encore les modifications géographiques intervenues dans les Balcans en partie aux frais de l'Autriche-Hongrie, en partie aux frais des Etats ayant combattu aux côtés des puissances centrales (Bulgarie et Turquie). La Serbie reçut la Bosnie,

l'Herzégovine, la Dalmatie, une partie de la Styrie et de la plaine hongroise (7,6 millions d'habitants), la Roumanie la Bukovine et la Transylvanie (8,6 millions d'habitants). Quant à la Grèce, elle dut se contenter d'un apport pour ainsi dire négligeable (0,2 millions d'habitants). Toutes ces modifications se firent aux dépens de l'Autriche-Hongrie, de la Bulgarie et de la Turquie. Rappelons encore le Tyrol du sud annexé par l'Italie.

La France espérait que les nouveaux Etats suffiraient à paralyser toutes les tentatives d'expansion de l'Allemagne vers l'est et le sud. C'est la raison pour laquelle elle a soutenu financièrement et politiquement la Tchécoslovaquie et l'Autriche (de même que les autres Etats de la Petite-Entente (Pologne, Yougoslavie, Roumanie).

Mais le traité de paix n'avait pas seulement affaibli l'Allemagne, il l'avait encore humiliée. C'est cette humiliation qui est à l'origine de la vague nationaliste que Hitler et ses partisans ont exploitée par tous les moyens et qui a finalement porté le national-socialisme au pouvoir. Il est tragique de constater que les puissances occidentales, avec une incompréhension totale des nécessités psychologiques se sont montrées inexorables envers la jeune démocratie allemande; elles ont obligé le Reich, tant qu'il a été militairement faible, à remplir strictement toutes les obligations militaires, économiques et financières découlant du Traité de Versailles. Dans ces conditions, il est évident que la démocratie, aux yeux d'un nombre considérable d'Allemands, devait nécessairement devenir synonyme d'impuissance et d'humiliation, ce qui ne laissait pas de faciliter considérablement la politique des nazis. Mais aussitôt que l'Allemagne, sous la conduite de Hitler, eut commencé à violer les clauses du Traité de Versailles tout en se lançant dans une course aux armements fiévreuse et gigantesque, les puissances occidentales commencèrent à reculer pas à pas et à s'engager dans la politique de concessions successives qui a finalement abouti, d'un train inexorable, à l'annexion de l'Autriche et à l'amputation de la Tchécoslovaquie. Tout occupées à céder, les puissances qui avaient dicté le Traité de Versailles ne tentèrent même pas de résister.

Nous ne voulons pas commenter ici plus en détail les causes de cette désastreuse évolution. Soulignons toutefois l'influence néfaste et désagrégeante du chômage formidable dont la nouvelle Autriche était accablée. Dans ce pays, le nombre des chômeurs a parfois atteint 600,000 (soit près du 10 pour cent de la population) alors qu'en Suisse cette proportion n'a jamais dépassé 3 pour cent, même au cours de la plus dure des années de crise, il y a trois ans; au printemps 1938, au moment de l'annexion, l'effectif du chômage était encore de 400,000. Par ailleurs, depuis le traité de paix, les régions frontières de la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire les régions de langue allemande, ont souffert presque en permanence d'un chômage considérable. De larges milieux de la popula-

tion étaient malheureusement en proie à une atroce misère. Nous sommes convaincus que sans ces foyers de crise la désagrégation de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie et le travail de sape dont ces pays ont été victimes n'auraient jamais été possibles; les menaces allemandes et les démonstrations militaires du Reich se seraient heurtées à une résistance plus décidée et certainement plus efficace.

L'Allemagne après l'accord de Munich.

Par l'annexion de l'Autriche et des territoires sudètes le Reich enregistre un accroissement considérable de superficie et de population. Voici les estimations, provisoires, auxquelles cet aggrandissement a donné lieu:

	Superficie	Population
Reich (tel qu'il est sorti du Traité de Versailles)	470,714 km²	68,1 millions
Autriche	83,868 »	6,8 »
Territoires sudètes . .	30,000 » *	3,5 » *

* Chiffres approximatifs.

Il va sans dire que cette superficie et le chiffre de la population sont encore loin d'atteindre ceux que l'Allemagne et l'ancienne Autriche-Hongrie totalisaient avant la guerre; les chiffres actuels sont encore inférieurs de 52 pour cent en ce qui concerne la superficie et de 34 pour cent en ce qui concerne la population. Par contre, le nouveau Reich est infiniment mieux coordonné et infiniment mieux cimenté. Sous l'impulsion de sa dictature, il a un potentiel de guerre relativement plus élevé que l'ancien bloc des puissances centrales.

N'oublions pas, en outre, que l'influence du IIIe Reich ne s'arrête pas aux nouvelles frontières. Encore une fois la politique allemande marche sur les traces de celle d'avant-guerre et tend systématiquement à la conquête de l'Europe de l'est ou tout au moins à la réduire à un état de vassalité. Toutefois, ce serait une erreur de croire que les Etats de l'est et du sud-est sont prêts à se soumettre sans autre à l'impérialisme allemand. Ils préfèrent leur indépendance aux chaînes, mêmes dorées par des concessions économiques. La question est de savoir dans quelle mesure ils sont encore à même de faire une politique indépendante. La Tchécoslovaquie, ensuite de son terrible affaiblissement et de la déception causée par l'attitude de la France, s'est rapprochée de l'Allemagne dans l'espoir probablement, que l'amputation serait moins profonde. Jusqu'à présent, la Hongrie s'était fortement rapprochée du IIIe Reich. Pourtant, l'Allemagne commence à craindre qu'en collaboration avec la Pologne, elle ne constitue un obstacle à l'expansion germanique vers l'est. C'est pourquoi la diplomatie allemande a opposé son veto au projet polonais-hongrois de partage de la Russie subcarpathique afin d'éviter que ces deux Etats aient une frontière commune. Malheureusement,

est aussi forte que sa volonté d'indépendance. Le tableau ci-dessous donne les indications nécessaires sur la population et la superficie des divers Etats. Ensuite de son intervention brutale en Tchécoslovaquie, la Pologne, suivant un trop illustre exemple, a gagné quelque 240,000 habitants. La Hongrie a annexé environ 12,000 km² de territoire tchécoslovaque avec près de 800,000 habitants. La Tchécoslovaquie vient donc de perdre 40,000 km² et 4,5 millions d'habitants. Les chiffres ci-dessous tiennent compte de ces changements dans la mesure du possible:

	Superficie km²	Population en millions
Pologne	389,434	34,8
Roumanie	294,967	19,6
Yougoslavie	247,542	15,4
Tchécoslovaquie	100,000	10,7
Hongrie	105,073	9,8
Bulgarie	103,146	6,3
Turquie d'Europe	23,975	1,3
République turque (y compris la Turquie d'Europe)	762,736	16,3

De tout temps ces pays ont été fortement orientés vers l'Allemagne, étant donné que leurs voies de communication vers l'Europe occidentale sont insuffisantes. Au cours de ces dernières années, les relations entre l'Allemagne et l'Europe de l'est sont devenues plus intenses. Ce phénomène s'explique avant tout par le fait que ces pays (à l'exception jusqu'à présent de la Tchécoslovaquie) avaient renoncé à la liberté des changes, à l'instar du Reich. Ils souffrent d'ailleurs en permanence d'une pénurie de capitaux et ne disposent pas des devises (moyens de payement étrangers) nécessaires au développement de leurs importations. Ils sont donc obligés d'acheter en premier lieu aux pays auxquels ils peuvent payer en marchandises. Néanmoins, ces Etats ont passé des traités de compensation (accords de clearing) avec les pays à change libre; ces traités règlent les transactions commerciales et les payements; toutefois, les entraves qu'ils comportent automatiquement ont fortement paralysé les échanges commerciaux entre les zones économiques « libres » et les zones économiques « liées » ou « contrôlées ». Par contre, l'échange des marchandises (ou troc) entre les pays ayant introduit le contrôle des changes s'est fortement développé. Ajoutons encore que les pays agricoles des Balkans ne sont pas en mesure de concurrencer l'agriculture industrialisée des Etats-Unis. Leurs méthodes insuffisantes de culture les mettent dans l'obligation d'exiger des prix plus élevés, auxquels le Reich consent parce qu'il ne paie pas comptant mais en produits industriels allemands. C'est l'une des raisons essentielles pour lesquelles les échanges entre l'Allemagne et les pays de l'Europe de l'est ont pris de telles proportions. Mais il y a encore d'autres raisons, politiques surtout. L'Allemagne nationale-socialiste a forcé

artificiellement les échanges avec cette région du continent afin de lui imposer son influence et de mettre sa production au service de ses plans autarciques.

Le tableau suivant montre la situation prépondérante occupée par le IIIe Reich dans les Balkans:

	Participation de l'Allemagne, en pour cent, aux					
	importations			exportations		
des pays suivants :	1929	1933	1937	1929	1933	1937
Hongrie . . .	20,0	19,7	26,2	11,7	11,2	24,1
Roumanie . . .	24,1	18,6	29,8	27,6	10,6	20,0
Yougoslavie . .	15,6	13,4	32,6	8,5	13,9	21,7
Bulgarie . . .	22,2	38,2	54,8	29,9	36,0	43,1
Grèce	9,4	10,2	31,6	23,2	17,9	36,0
Turquie . . .	15,3	25,6	42,1	13,3	19,0	36,2

Au cours des 8 dernières années, la participation de l'Allemagne aux importations de ces six Etats du sud-est européen a donc doublé, passant de 18 pour cent en moyenne à 36 pour cent. En ce qui concerne les exportations, la participation allemande ne marque pas une aussi forte augmentation; elle a passé de 19 à 30 pour cent seulement. C'est en Bulgarie que le Reich s'est assuré la plus forte influence sur le commerce extérieur; en 1937, plus de la moitié des importations bulgares étaient couvertes par l'Allemagne et 43 pour cent des exportations partaient à destination de ce pays. Le Reich est également fortement intéressé au commerce extérieur de la Turquie et de la Grèce (plus d'un tiers). 20 à 30 pour cent du commerce extérieur (importations et exportations) de la Roumanie et de la Hongrie sont entre les mains de l'Allemagne.

La valeur des transactions effectuées souligne mieux encore le développement des relations commerciales entre l'Allemagne et l'Europe de l'est. De 1933 à 1937, les exportations allemandes à destination de ces six pays ont passé de 185 à 672 millions de marks, soit une augmentation de 263 pour cent. Les importations de ces pays en provenance de l'Allemagne ont augmenté dans une proportion plus considérable encore, passant de 175 à 667 millions de marks (soit un accroissement de 281 pour cent). L'annexion de l'Autriche renforcera encore cette évolution bien que l'on ne puisse guère espérer que les chiffres du commerce extérieur de l'Allemagne et de l'Autriche s'additionneront purement et simplement; il est probable que l'échange de marchandises entre la Grande Allemagne et les pays étrangers sera légèrement inférieur à celui totalisé par les deux Etats avant les événements de mars 1938.

Jusqu'à présent nous n'avons pas tenu compte de la Tchécoslovaquie dont les relations commerciales avec l'Allemagne ont été beaucoup moins actives que celles des autres Etats de l'Europe de l'est. Il est probable que, dans les conditions actuelles, les échanges de marchandises entre le Reich et la Tchécoslovaquie s'intensifient. Nous avons également laissé de côté la Pologne dont les échanges avec l'Allemagne constituent le septième seulement de son com-

merce extérieur; la Pologne est donc beaucoup moins dépendante du Reich que les autres Etats de l'Europe orientale.

D'autre part, nous ne devons pas oublier que les chiffres cités plus haut, s'ils ont une importance primordiale pour les pays de l'Europe de l'est — dont le commerce extérieur est relativement peu développé — en ont certainement beaucoup moins pour l'Allemagne, comme le montre d'ailleurs le tableau suivant:

Participation, en pour cent, des pays de l'Europe de l'Est au commerce extérieur allemand:

	Importations			Exportations		
	1929	1933	1937	1929	1933	1937
Hongrie . . .	0,7	0,8	2,1	1,1	0,8	1,9
Roumanie . . .	1,6	1,1	3,3	1,2	0,9	2,2
Yougoslavie . .	0,4	0,8	2,4	1,1	0,7	2,3
Bulgarie . . .	0,4	0,7	1,3	0,3	0,4	1,1
Grèce	0,8	1,3	1,4	0,6	0,4	1,9
Turquie . . .	0,6	0,9	1,8	0,5	0,8	1,9
Europe du sud-est .	4,5	5,6	12,3	4,8	4,0	11,3
(*Suisse*	2,4	2,0	1,7	4,7	7,2	3,9)

Bien que les exportations de ces pays à destination de l'Allemagne aient augmenté dans une proportion formidable, elles ne constituaient guère, en 1937, que le 12 pour cent des importations allemandes. D'autre part, ces pays n'absorbent que le 11 pour cent des exportations allemandes. En regard de ces chiffres, soulignons que la participation de la Suisse aux exportations allemandes atteignait 4 pour cent en 1937 (et même 7 pour cent en 1933).

Comme nous l'avons dit, les relations commerciales intenses entre le Reich et les pays des Balkans et du Danube sont subordonnées aux objectifs politiques du national-socialisme. Seules

les méthodes commerciales de l'Allemagne

ont permis de réaliser une telle mainmise. Véritables méthodes de condottieri commerciaux, elles ont été inaugurées par Hitler et par le Dr Schacht dès son retour à la direction de la Reichsbank; leur mécanisme est simple: l'Allemagne achète de grosses quantités de produits alimentaires ou de matières premières dans les pays de l'Europe de l'est en les payant un bon prix. Les producteurs indigènes ne demandent pas mieux que de livrer. Seulement, il apparaît après coup que le Reich n'entend pas les payer en argent comptant et considère ces livraisons comme une avance effectuée par ces pays, pauvres en numéraire comme nous l'avons vu. S'ils veulent être payés, ils n'ont d'autre ressource que d'acheter des produits allemands jusqu'à concurrence du montant des marchandises livrées, somme que l'Allemagne, conformément à ses principes commerciaux, considère comme crédits gelés. Les Allemands exploitent aussi largement qu'ils peuvent la situation de leurs fournisseurs en livrant le plus tard possible afin de profiter le plus largement du crédit « consenti » par les Etats fournisseurs; en outre, le Reich ne livre que des marchandises qu'il aurait de la

peine à placer ailleurs et pour lesquelles il exige des prix supérieurs à ceux du marché mondial.

C'est ainsi que l'Allemagne a livré en Turquie des autos démodées; leur achat a été recommandé à la population turque comme un geste patriotique permettant de liquider les crédits gelés en Allemagne. La Yougoslavie a fait une plus mauvaise expérience encore après avoir livré plusieurs trains de pruneaux. Le Reich ayant consenti un prix supérieur à celui payé aux fournisseurs par les organes commerciaux yougoslaves, il exigea que la différence soit versée à un groupement national-socialiste en Yougoslavie! Précisons que l'Allemagne a posé cette condition avant d'avoir versé un sous, sans avoir encore payé ni les pruneaux ni la subvention. Plus tard, l'Allemagne a enfin livré des produits chimiques destinés à la photographie. La Yougoslavie, ne pouvant les utiliser elle-même, a été obligée de les revendre à l'étranger en subissant une perte considérable. Ces quelques exemples sont extraits d'un livre récemment paru qui montre sous son vrai jour la politique économique du Dr Schacht (N. Mühlen, « Der Zauberer », Europa-Verlag, Zurich). Par ailleurs, le grand organe économique anglais « The Economist » a cité d'autres exemples dans un article détaillé qu'il a consacré récemment aux méthodes commerciales de l'Allemagne. Afin de rentrer en possession de leurs créances, la Roumanie et la Yougoslavie ont dû acheter l'une quelques milliers de machines à écrire, l'autre d'immenses quantités d'aspirine et la Grèce quelques centaines de milliers de musiques à bouche! Selon la revue anglaise, dont les renseignements sont dignes de foi, le Reich recourt encore à d'autres méthodes. Il achète en Grèce et en Bulgarie des quantités de tabac notoirement supérieures à ses besoins et en revend une partie dans d'autres pays afin de se procurer des devises. Du même coup, l'Allemagne fait baisser le prix du tabac, ce qui lui permet d'acheter encore à meilleur marché dans les Balkans.

Dans de telles conditions, ce serait pour les Etats de l'Europe de l'est un véritable suicide que de renforcer encore leur dépendance économique envers l'Allemagne. Ils s'en sont d'ailleurs rendu compte, ils font actuellement les plus grands efforts afin de se libérer de la tutelle économique du Reich. Mais ces efforts n'auront de résultat que si ces Etats peuvent livrer leurs produits sur d'autres marchés. Il semble que, ces derniers temps, la Grande-Bretagne se soucie davantage de ces pays, ce que semblent démontrer le crédit consenti récemment à la Turquie et les importants achats de blé effectués en Roumanie.

Par la mise sous tutelle de l'Europe de l'est et du sud-est, l'Allemagne tente de réaliser le bloc autarcique rêvé par les pangermanistes, bloc constitué d'une part par le Reich, qui joue le rôle de métropole, et d'autre part par ses sphères d'influence (un peu sur le modèle du bloc constitué par la Grande-Bretagne, ses colonies et ses Dominions). L'annexion de l'Autriche et des terri-

toires sudètes constitue l'une des étapes de ce plan. Voyons maintenant quelles sont

les possibilités de l'autarcie.

Depuis l'avènement de Hitler, la politique économique de l'Allemagne se concentre sur deux objectifs: faciliter les armements dans la plus large mesure possible, rendre l'Allemagne indépendante de l'étranger en ce qui concerne son ravitaillement en matières premières et produits alimentaires. A cet effet, le Reich a fait de gros efforts en vue d'accroître la production agricole; celle des matières premières a été intensifiée, les diverses industries allemandes ont passé à la fabrication de succédanés destinés avant tout à rendre l'industrie textile indépendante de l'importation des matières premières que l'Allemagne ne produit pas naturellement (laine et coton artificiels).

Ces méthodes ont effectivement permis de rendre l'Allemagne moins dépendante du marché international des matières premières. Quoi qu'il en soit, le Reich est encore loin de pouvoir renoncer aux importations. Le tableau ci-dessous indique, selon les estimations de l'Institut allemand pour l'étude de la conjoncture, dans quelle proportion la production agricole allemande est en mesure de couvrir les besoins de la consommation:

	1927 %	1935 %	1936 %
Produits alimentaires et fourrages	65	84	81
Matières premières produites par l'agriculture .	29	43	47
Moyenne générale de l'ensemble de la production agricole	50	75	75

Il ressort de ces chiffres qu'au cours des dix dernières années la part de la production agricole indigène à la consommation du pays a passé de 50 à 75 pour cent. Le blé, les pommes de terre, le lait de consommation, la viande et le sucre suffisent en quelque sorte aux besoins de l'alimentation. Par contre, la production des plantes légumineuses, des fruits, des œufs ne suffit pas entièrement; celle des huiles et graisses est insuffisante. En ce qui concerne les matières premières industrielles, l'industrie textile, en dépit des progrès considérables réalisés dans la production des matières à tisser synthétiques, n'est pas encore parvenue à couvrir plus du 22 pour cent des besoins. En outre, l'Allemagne souffre d'une véritable pénurie de minerai de fer, de cuivre, de manganèse ainsi que d'autres métaux, d'huile, de bauxite (matière première à la basse de la production de l'aluminium), de bois et de cuir. Les matières premières indigènes couvrent tout au plus les deux tiers des besoins. En 1937, les importations allemandes ont atteint 5 millards de marks; 26 pour cent de cette somme ont été absorbés par les produits alimentaires, 16 pour cent par les matières premières agricoles, 17 pour cent par les matières premières industrielles et 12 pour cent par les produits mi-finis (fer

et métaux non ferreux). Nous obtenons ainsi un total de 3,9 milliards de marks ou 71 pour cent des importations. Parmi les produits finis et les produits de consommation importés de l'étranger quelques-uns sont fabriqués uniquement avec des matières premières dont l'Allemagne ne dispose pas. En admettant même que quelques-uns de ces produits ne soient pas absolument indispensables, le Reich n'en est pas moins dans l'obligation absolue d'importer un minimum de 3 à 4 milliards de matières premières et de produits alimentaires.

Les acquisitions territoriales de 1938 ne changent rien à cette situation. En ce qui concerne l'alimentation, l'Autriche est dans une situation encore moins favorable que l'Allemagne. Elle ne peut subvenir à ses besoins que jusqu'à concurrence de 74 pour cent, ce qui ne laissera pas d'abaisser quelque peu la moyenne allemande actuelle de 81 pour cent. La production autrichienne en céréales panifiables, viandes et graisses est particulièrement insuffisante. Les besoins en matières premières sont couverts pour 55 pour cent par des importations; dans ce domaine également, la situation est infiniment moins favorable qu'en Allemagne. Par contre, l'Autriche fournit en excédent du minerai de fer, du bois, des cuirs et peaux, du magnésite; elle dispose d'importantes réserves de houille blanche. Quoi qu'il en soit, l'annexion de l'Autriche ne renforcera pas les possibilités de l'autarcie.

Il en est de même en ce qui concerne les Sudètes, bien que ce territoire dispose de grands centres industriels. Pourtant, il s'agit essentiellement d'industries spéciales telles que la fabrication du verre, de la porcelaine, de la faïence, de la céramique, des jouets et des instruments de musique. Mentionnons encore une industrie textile importante, mais qui ne fera qu'accroître les besoins de l'Allemagne en matières premières. Un certain nombre de ces industries dépendent essentiellement des exportations; loin de les faciliter, le rattachement au Reich les a certainement rendues encore plus difficiles. Le territoire des Sudètes produit, en outre, de la tourbe (dont le Reich a déjà suffisamment), de la houille et du graphite ainsi que du bois. Plus encore qu'en Autriche la production agricole des Sudètes est insuffisante.

Les pays récemment annexés ne permettent donc pas à l'Allemagne d'augmenter ses possibilités de se suffire à elle-même; dans ces conditions, il est bien évident qu'elle n'a d'autre ressource que de redoubler d'efforts pour établir sa mainmise économique sur le bassin du Danube et les pays balkaniques. Cette région du continent offre des chances infiniment plus grandes de réaliser l'autarcie tant souhaitée. Les exportations de céréales des pays de l'Europe de l'est suffisent à couvrir les besoins de l'Allemagne. Il en est de même en ce qui concerne la viande, les œufs, les légumes, les fruits et probablement la graisse. En outre, les produits du sous-sol sont abondants, particulièrement en Roumanie et en Yougoslavie; ils sont en grande partie encore insuffisamment exploités.

Pourtant, ces pays ne pourraient couvrir les besoins de l'Allemagne en minerai de fer que s'ils en intensifiaient considérablement la production, ce qui exigerait des capitaux considérables dont le Reich ne dispose pas. Il en est de même en ce qui concerne la production de la laine et du coton.

Mais jamais ces pays ne se résoudront à livrer à l'Allemagne l'ensemble ou tout au moins l'excédent de leur production; au contraire, il est normal qu'ils s'efforcent de développer leurs exportations à destination d'autres pays. En outre, ils sont actuellement en train de mettre sur pied une industrie indigène qui absorbera une part toujours plus grande de leurs matières premières.

Pour ces diverses raisons, nous ne croyons donc pas qu'une mainmise plus grande de l'Allemagne sur les régions danubiennes et des Balkans permette à l'Allemagne de se rendre entièrement indépendante de l'importation de matières premières et de produits alimentaires en provenance d'autres pays. Même en cas de guerre (qui entraînerait une diminution de la production ensuite d'une pénurie de main-d'œuvre dans diverses branches de l'économie) les possibilités de ravitaillement assurées par les pays de l'Europe de l'est ne seraient guère que théoriques; ce ravitaillement ne jouerait que dans la mesure où ces pays entreraient en guerre aux côtés de l'Allemagne qui serait ainsi en mesure de subordonner entièrement leur économie à ses nécessités militaires. Mais nous sommes encore loin d'en être là.

La situation économique de la Suisse en face du Troisième Reich.

Même en faisant abstraction de la situation politique, notre pays doit envisager avec souci l'évolution au nord et à l'est; en effet, cette formidable concentration géographique, économique et démographique ne peut guère comporter que des conséquences négatives pour les petits États aussi bien ensuite de la tendance inévitable à l'autarcie qui se dégage d'un tel bloc que des tensions économiques et politiques qui en résultent, même si ce bloc n'était pas saturé du dynamisme national-socialiste. Les blocs impérialistes de ce genre, ou « économies à grande expansion » (Grossraumwirtschaften) comme on les appelle aujourd'hui dans le bizarre dialecte néo-allemand, tentent inévitablement, soit d'attirer les petits Etats dans leur rayon d'action, soit de les rendre dociles en les soumettant à une pression économique.

Quelques semaines seulement après la liquidation de la question des Sudètes par l'accord de Munich nous avons assisté à certaines tendances en vue d'inclure la Suisse dans le bloc économique de l'Europe centrale. Le « Deutscher Volkswirt », l'organe du Dr Schacht, président de la Reichsbank, a consacré dans son numéro du 21 octobre dernier, un article aux futures relations économiques entre la Suisse et l'Allemagne. L'article souligne

qu'aujourd'hui déjà la Suisse a des relations commerciales très suivies avec la Grande Allemagne et les Etats de l'est et que, partant, elle a le plus grand intérêt à s'intégrer au bloc économique contrôlé par l'Allemagne. La Suisse serait ainsi en mesure de couvrir, dans les pays de l'est, ses besoins en matières premières. En outre — et c'est certainement l'objet principal de cette invitation — les pays du bassin du Danube et des Balkans sont pauvres en capitaux alors que la Suisse dispose de réserves considérables. La Grande-Bretagne et la France tentent actuellement de participer financièrement à l'exploitation des richesses de l'Europe orientale; ces tentatives constituent sans aucun doute une sérieuse concurrence pour le capital suisse. Une question inéluctable se pose pour la Suisse à savoir « si elle est disposée, et de quelle manière, à réorganiser sur une nouvelle base sa politique d'investissements en Europe centrale et orientale ». Selon l'organe allemand, seule une étroite collaboration avec l'Allemagne entre en question, étant donné que les intérêts de ce nouveau bloc économique tendent de plus en plus vers Berlin. En collaboration avec l'Allemagne, la Suisse serait alors en mesure de battre efficacement en brèche les intérêts financiers des puissances occidentales. Peu de temps après ces commentaires, un article de même inspiration a paru dans la revue viennoise « Südost-Wirtschaft ».

L'article du « Volkswirt » n'ayant soulevé aucun écho — ou tout au moins que des commentaires négatifs — dans la presse suisse, l'organe du Dr Schacht est revenu à la charge. Cette fois il est plus précis; les intentions de l'Allemagne apparaissent nettement:

« Du moment que l'économie allemande, génératrice d'ordre (die deutsche Ordnungswirtschaft) est parvenue à déclencher dans le sud-est européen une activité économique dont la stabilité est garantie par la capacité d'absorption illimitée de l'énorme marché allemand, les possibilités de placement et de rendement des capitaux sont données pour tous les pays, quels qu'ils soient, qui procéderont à des investissements. Que l'on assure l'exploitation de mines ou que l'on construise des voies de communications, on augmente la production de ces pays en produits que l'Allemagne est toujours prête à acheter aux meilleures conditions. Quant au Reich, comme on l'a souligné à maintes reprises, il n'a l'intention ni de contracter de nouveaux emprunts ni d'attirer chez lui les capitaux vagabonds. Il veut régler ses anciennes dettes afin d'ouvrir la voie à une nouvelle et plus libre collaboration avec tous les autres Etats de l'Europe et d'outre-mer. Plus cette collaboration sera active, moins elle sera entravée par des préjugés et des machinations de toute sorte et plus le commerce mondial pourra redevenir florissant; parallèlement, la capacité d'absorption de l'Allemagne en produits industriels spécialisés fabriqués par les pays qui entretiennent avec elle des relations commerciales augmentera; à l'heure actuelle, le Reich, sous l'empire de la nécessité, doit provisoirement leur fermer la porte. »

Ce sont là des questions de très grande portée; c'est pourquoi nous leur avons consacré tant de place. Il est évident que nous ne pouvons pas nous laisser guider uniquement par des considérations

d'ordre politique. Nous avons sans cesse préconisé des relations économique normales avec la Russie des Soviets bien que nous repoussions absolument la dictature bolchéviste; de même, nous sommes loin de suggérer la rupture des relations commerciales avec le IIIe Reich bien que sa politique ne nous convienne pas le moins du monde et que, souvent même, elle nous inspire l'horreur et le dégoût. Nous croyons que les rapports commerciaux doivent être envisagés sous leur seul aspect économique et en tenant compte des intérêts suisses qui sont en jeu. Toutefois, c'est à ce moment précisément que nous devons nous garder de négliger les tendances et les intentions politiques qui se cachent derrière ces questions économiques, qui les déterminent même dans une large mesure. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons en aucun cas nous permettre de raisonner d'une manière aussi simpliste que le « Journal suisse du commerce » dans son numéro du 6 octobre, quelques jours après l'accord de Munich:

« Notre pays n'a pas d'autre choix que de soumettre à une revision ses réactions, par ailleurs peu claires et déterminées par des ressentiments. Les deux premiers intéressés, la Grande-Bretagne et la France, ayant tiré eux-mêmes un trait final sous l'épisode du «dictat» de Versailles et s'étant prononcés ouvertement pour une entente avec leurs adversaires, nous ne pouvons plus — et ne devons plus — nous tenir à l'écart; au contraire, nous devons adopter une nouvelle attitude à l'égard de tous nos voisins. Rien ne serait plus ridicule, dans les circonstances actuelles, que de nous retirer en boudant dans notre coin. Ne soyons donc pas mesquins. En face de la nouvelle Europe, faisons preuve d'un nouveau courage; témoignons-lui une nouvelle confiance, ainsi qu'aux hommes qui, pénétrés du sentiment de leur responsabilité, ont sauvegardé la paix. »

Nous ignorons les raisons qui ont poussé la rédaction de l'édition allemande du « Journal suisse du commerce » à commettre un tel commentaire. Quoi qu'il en soit, cette attitude est loin de répondre aux intérêts de l'économie et du peuple suisses. Par ailleurs, ce commentaire est condamné par le jugement que ces « mainteneurs de la paix » eux-mêmes portent aujourd'hui sur leur œuvre.

Si nous étudions attentivement les propositions allemandes, nous y distinguons trois problèmes:

1° la question des relations commerciales avec l'Europe centrale;
2° la question des investissements de capitaux dans l'Europe de l'est;
3° la question de la synchronisation de la Suisse dans un vaste bloc économique central-européen sous le contrôle de l'Allemagne.

Les relations commerciales avec l'Europe centrale.

Le commerce extérieur de la Suisse avec l'Allemagne et les Etats de l'Europe danubienne et de l'est est assez considérable; le tiers environ de nos importations sont en provenance de ces pays

vers lesquels partent environ le quart de nos exportations. Le tableau ci-dessous montre la participation des divers pays au commerce extérieur suisse:

	Importations			Exportations		
	1929	1933	1937	1929	1933	1937
Allemagne . . .	25,1	28,9	22,3	16,8	16,3	15,5
Autriche	2,0	2,2	2,4	3,2	2,5	2,9
Tchécoslovaquie . .	3,0	2,8	4,2	2,6	2,5	4,1
Hongrie	1,3	1,4	2,1	0,8	0,6	1,0
Yougoslavie . . .	0,5	0,5	0,3	0,5	0,6	0,8
Grèce	0,2	0,2	0,2	0,5	0,2	0,3
Bulgarie	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
Roumanie . . .	0,4	1,3	2,5	0,8	1,1	1,2
Turquie	0,2	0,2	0,5	0,3	0,1	0,2
	32,9	37,8	34,9	25,8	24,3	26,4

Depuis 1929, la participation de ces pays au commerce extérieur suisse a quelque peu augmenté. Toutefois, cet accroissement est dû en grande partie à la Tchécoslovaquie avec laquelle nos relations commerciales se sont développées d'une manière réjouissante depuis la crise, aucun des deux pays n'ayant recouru au contrôle des changes. Par contre, probablement ensuite de cette dernière mesure, les échanges avec l'Allemagne ont reculé.

Exprimé en chiffres absolus, le recul de notre commerce extérieur apparaît plus considérable encore:

	Importations		Exportations		Excédent des exportations	
	en millions de francs					
	1929	1937	1929	1937	1929	1937
Allemagne	698	403	349	200	349	203
Autriche	55	44	68	38	— 13	6
Tchécoslovaquie . . .	85	75	55	52	30	23
Les 6 autres Etats de l'Europe orientale . .	80	116	67	50	13	66
	918	638	539	340	379	298

Il est évident que la Suisse verrait avec satisfaction ses exportations vers l'Europe orientale augmenter. Mais, comme nous l'avons vu, ces pays ne sont pas en mesure de payer, ou seulement en marchandises. On nous conseille, à l'instar de l'Allemagne, d'importer davantage de ces Etats afin d'accroître le volume de nos exportations. Mais, comme le montre le tableau ci-dessus, le commerce extérieur de la Suisse avec divers pays, particulièrement en ce qui concerne l'Allemagne, accuse un gros excédent d'importations. C'est de cette manière seulement qu'il nous est possible de faire bénéficier d'un intérêt nos capitaux gelés. En outre, lors de la conclusion des accords de clearing, ces pays s'efforcent toujours d'obtenir un montant en devises dont ils puissent librement disposer. Dans de telles conditions, il est donc évident que les exportations à destination de ces pays ne peuvent pas dépasser une certaine limite d'autant plus que nous devons généralement payer les marchandises qu'ils nous livrent à des prix supérieurs à ceux du marché mondial. Et qui doit, en dernière analyse, supporter cette

différence: le consommateur suisse ou l'exportateur? Dans les deux cas c'est notre économie nationale qui tire la courte paille. La Suisse est dans l'impossibilité absolue d'adopter les méthodes commerciales de l'Allemagne et d'exporter en payement des marchandises de seconde qualité, de la camelote inutilisable. Nous ne pouvons pas mettre en jeu le renom justifié de notre production et de notre qualité. En outre, des méthodes de ce genre sont contraires à nos traditions commerciales.

En dépit de ces obstacles, la Suisse n'en tentera pas moins de développer ses relations commerciales avec l'Europe de l'est. Les achats de blé récemment effectués en Roumanie ainsi que l'accroissement des livraisons hongroises assuré par la clause ajoutée au traité de commerce hungaro-suisse en novembre dernier montrent bien que la Suisse poursuit ses efforts en vue d'intensifier ses échanges avec cette région de l'Europe. Il n'est pas besoin de préciser que ces tentatives sont poursuivies en toute indépendance des méthodes économiques auxquelles le IIIe Reich recourt dans le bassin du Danube et dans les Balkans. Ces efforts sont poursuivis dans le cadre d'une politique commerciale qui n'a, comme on dit, aucun fil à la patte.

Les investissements suisses en Europe centrale.

Les banques suisses, y compris la Banque nationale, enveloppent du plus grand mystère les investissements de capitaux suisses à l'étranger. Elles estiment probablement que ce problème ne concerne pas le public suisse, bien que ce soit lui, en dernière analyse, qui supporte les conséquences, souvent désastreuses, d'une exportation irrationnelle (pour ne pas employer un autre mot) des capitaux. Lors du moratoire, les investissements suisses en Allemagne étaient estimés à 4 milliards environ. Depuis lors, ensuite de diverses liquidations et de l'introduction des « Registermark », mesures qui ont entraîné pour la Suisse des pertes très sérieuses, cette somme a été réduite de un milliard environ. En Autriche, les avoirs suisses oscillent entre 400 et 500 millions de francs; l'annexion les a naturellement immobilisés. Le « Volkswirt » estime à 280 millions les investissements suisses en Hongrie. La Suisse ayant encore de gros intérêts financiers en Yougoslavie, en Roumanie et en Bulgarie, nos placements en Europe orientale dépassent certainement un milliard. (Voir l'article que nous consacrons à ce problème.)

Dans ces conditions, il semble donc que de nouvelles exportations de capitaux à destination de ces pays, effectués simplement à titre d'investissements sans contre-partie économique, soient inadmissibles du point de vue suisse et qu'ils doivent être interdits par la Banque nationale. Aujourd'hui déjà, une partie importante des 116 millions de nos importations en provenance de ces pays est absorbée par le service de l'intérêt des placements gelés. Plus

cette proportion s'accroît et plus nos possibilités d'exportation sont limitées. Une autre question est de savoir si la Suisse est en mesure de consentir des crédits comportant l'obligation de les consacrer à l'achat de produits suisses. Une exportation de capitaux basée sur cette méthode ne donnerait lieu à aucune observation si le service de l'intérêt et le remboursement pouvaient en être garantis dans un délai assez court. Nous serions alors en présence de crédits à long terme affectés à l'achat de marchandises. A notre avis, et dans les circonstances actuelles, tout autre mode d'exportation de capital est exclu.

Intégration dans le bloc économique allemand.

On peut se représenter de diverses manières cette intégration de l'économie suisse au bloc économique que l'Allemagne rêve de constituer en Europe centrale; elle peut comporter plusieurs degrés, allant de la simple intensification des échanges commerciaux à l'intégration au système monétaire allemand et à la synchronisation totale. Nous pensons que la Suisse doit se refuser catégoriquement à prendre toute mesure dépassant les rapports économiques ordinaires. Notre pays doit même se garder d'étendre dans de trop grandes proportions l'échange des marchandises avec l'Allemagne et les pays qui sont tombés partiellement sous son contrôle économique, cela afin d'être en mesure de sauvegarder son indépendance économique. Par ailleurs, nous n'avons aucune raison de négliger nos relations avec les pays occidentaux étant donné que la Suisse peut retirer des avantages bien plus considérables d'une intensification des rapports économiques avec les pays anglo-saxons et scandinaves que d'un accroissement des échanges avec les pays ayant introduit le contrôle des changes. Ne perdons pas de vue que des relations économiques plus étroites avec un pays dont l'économie est contrôlée par un capitalisme d'Etat, comme c'est le cas en Allemagne, ou encore avec des pays ayant recouru au contrôle des changes, ne demeureront pas sans influence sur notre politique économique et n'iront pas nécessiter, à la longue, un large contrôle de notre commerce extérieur (sorte de monopole de l'Etat) et peut-être même de notre production intérieure. Il semble que les paladins de l'économie libre, entre autres les milieux dont le « Journal suisse du commerce » est le porte-parole, devraient méditer sur cette évolution avant de commettre leurs imprudences de plume.

Nous avons rappelé, au début de cet article, que ce n'était pas la première fois qu'on offrait à la Suisse de s'intégrer au bloc économique allemand et que les idées développées par le « Volkswirt » ne sont guère autre chose qu'une réédition des plans pangermanistes d'avant-guerre. Seules les conditions dans lesquelles ce renforcement des liens économiques avec l'Europe centrale doit être effectué ont changé. Avant la guerre, l'Allemagne ne connais-

sait pas encore le contrôle des changes, tandis qu'à l'heure actuelle elle constitue, avec les pays de l'Europe de l'est, un immense « camp de concentration économique ». On sait quand on y entre, mais on ne sait pas quand on en sort.

La Suisse doit défendre son indépendance économique avec autant de ténacité que son indépendance politique. La perte de l'une implique à plus moins longue échéance la perte de l'autre.

Conclusions.

Nous assistons aujourd'hui, sous l'impulsion du national-socialisme, à une résurrection de l'impérialisme pangermaniste dont les tendances avaient été paralysées provisoirement par la victoire des puissances occidentales. L'Allemagne a repris son rang de grande puissance militaire, ce qui lui a permis, par de simples menaces, de rendre nulles des dispositions importantes des traités de paix. Il est évident que les succès déjà obtenus l'engageront à poursuivre par les mêmes moyens le démantèlement de la paix de 1919, tant en ce qui concerne la question coloniale que la revision des frontières européennes. Elle tentera, parallèlement, d'accroître sa puissance économique, avant tout en renforçant sa pression sur les pays de l'Europe de l'est et du sud-est. Quelques-uns de ces pays sont déjà dans un tel état de dépendance à l'égard de l'Allemagne qu'ils ont perdu d'ores et déjà toute possibilité d'échapper à son emprise. Après les mauvaises expériences qu'ils ont faites avec le Reich, il est tout naturel qu'ils tendent dans la mesure de leurs forces et dans la mesure où d'autres Etats, notamment la Grande-Bretagne leur viendront en aide, de limiter leurs relations économiques avec l'Allemagne.

Les possibilités de réaliser cette autarcie à laquelle l'Allemagne tend pour des raisons d'ordre militaire et impérialiste n'ont pas été renforcées par l'annexion de l'Autriche et des Sudètes; au contraire, elles ont même diminué. L'intégration des pays du bassin du Danube et des Balkans au bloc économique allemand est incapable d'assurer cette autarcie. En effet, une exploitation plus active des richesses naturelles de ces régions (sous-sol et agriculture) exige des capitaux considérables dont l'Allemagne ne dispose pas actuellement. C'est pour cette raison qu'elle s'efforce d'intéresser notre pays à cette « affaire ».

Mais la Suisse, comme nous l'avons dit, ne doit étendre ses relations économiques avec ces pays que dans la limite où cette mesure est conforme à ses intérêts, c'est-à-dire où elle est susceptible d'aider effectivement notre industrie d'exportation. A l'heure actuelle, la position économique de notre pays envers l'Allemagne est encore relativement forte; c'est d'ailleurs ce qui est apparu lors de la signature du récent accord économique germano-suisse. Nous ne pourrons maintenir cette position que dans la mesure où l'Allemagne se sera convaincue que nous ne dépendons pas entière-

ment d'elle. Notre politique économique a pour tâche d'éviter que la Suisse ne tombe sous la dépendance économique d'un grand Etat ni ne s'intègre (ou ne soit intégrée) à un bloc économique. Son indépendance économique serait tôt ou tard compromise. Une autre politique que celle que nous venons de développer est impossible.

Les placements suisses de capitaux dans les Balkans.

Le développement des pays balkaniques qui se sont libérés de la domination turque au cours du siècle dernier seulement est sérieusement entravé par l'insuffisance de leur outillage économique. Ils sont pauvres en capitaux. Les investissements étrangers leur sont aussi nécessaires que la pluie à l'agriculture, d'une part pour développer leur économie et d'autre part pour financer les dépenses de l'Etat, en particulier les armements. Ce sont surtout les capitaux étrangers qui ont permis de construire les voies ferrées, les usines et les fabriques, d'ouvrir des banques et d'exploiter les richesses du sous-sol. Il va sans dire que cet endettement n'a pas été sans répercussion dans le domaine politique et sans entraîner des interventions étrangères. La politique d'investissements de certains Etats n'avait d'ailleurs pas d'autre but que d'étendre leur sphère d'influence.

L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France surtout ont des intérêts financiers considérables dans les Etats balkaniques qui, de leur côté, n'ont pas négligé de mettre à profit la concurrence que se livraient les grandes puissances pour emprunter de divers côtés à la fois. De cette manière, les grands Etats n'ont atteint que très partiellement le but qu'ils se proposaient en accordant des prêts aux Etats de l'Europe orientale. Pendant la guerre mondiale on a pu constater que les débiteurs ne se sont pas toujours battus aux côtés des créanciers, mais qu'ils espéraient, en passant à l'adversaire, obtenir l'annulation de leurs dettes.

La Suisse, elle aussi, participe depuis longtemps aux investissements de capitaux dans cette région de l'Europe bien qu'elle n'y ait aucun intérêt politique. Notre pays a déjà subi des pertes considérables sur les crédits consentis aux Etats balkaniques, crédits affectés à des buts soit d'ordre politique, soit d'ordre économique. Les crédits consentis pour le renforcement des armements doivent être généralement considérés comme perdus d'avance et ils ne peuvent être consentis que par une grande puissance qui en espère des avantages politiques; pour un petit Etat tel que la Suisse ils n'entrent pas en considération. Pourtant, les représentants de la finance suisse n'ont rien appris des dures expériences du passé;